Centre français d'information sur les entreprises

Application de la loi NRE dans les rapports annuels 2002 **Etude comparative sur la transparence et la pertinence** **des informations sociales et environnementales**

2003. 180 pages. Disponible sur www.cfie.net

La loi sur les Nouvelles Régulations Economiques de 2002 fixe l'obligation pour les entreprises françaises cotées de rendre compte des conséquences sociales et environnementales de leur activité (art.116). Cette étude du CFIE est la première à vérifier son application, pour 60 entreprises françaises cotées au SBF 120. Elle s'intéresse plus particulièrement au niveau de transparence des informations communiquées (exhaustivité et précision) dans leur rapport annuel et cherche à mesurer si l'entreprise s'engage dans une démarche construite et durable. Au total, 18 % des rapports seulement apparaissent satisfaisants par la qualité des informations transmises et leurs engagements en termes de responsabilité sociétale. Si certains thèmes sont souvent largement abordés (le respect du droit

international, les conditions d'hygiène et sécurité), les rapports sont en revanche peu transparents pour ce qui concerne l'impact sur l'emploi, l'organisation du temps de travail, la prise en compte de l'écosystème. On constate par ailleurs certaines difficultés à couvrir l'ensemble du périmètre élargi à leurs filiales. Pourtant, ces conclusions montrent que les entreprises françaises les plus visibles ont engagé une démarche de fond – qu'il conviendra de tester à nouveau lors du prochain rapport. La CFDT a déjà demandé que soit annexé dans les rapports le commentaire des comités d'entreprises pour en accroître la transparence et relancer le dialogue social sur les responsabilités sociétales de leur entreprise.

Denis Jacquot

Serge Vallemont

Une vie d'ingénieur aux Ponts et Chaussées. 1951 – 1995

Presses de l'école nationale des Ponts et Chaussées, 2004. 421 pages, 42 euros

Dans ces « Chroniques d'un témoin engagé », Serge Vallemont retrace les quarante-quatre années de son parcours professionnel au sein des services du ministère des Travaux publics puis de l'Équipement. Entré en 1951 au service maritime de Rouen comme dessinateur auxiliaire pour mieux se préparer au concours d'ingénieur des Travaux publics de l'État, il intègre en 1954 la première promotion de l'école d'application des ingénieurs des Travaux publics de l'État, avant d'être affecté

au service ordinaire des Ponts et chaussées de l'Aisne, comme subdivisionnaire, chef de bureau d'études à Soissons et enfin directeur du laboratoire régional et du parc des Ponts et Chaussées à Saint-Quentin.

En 1965, il rejoint la région parisienne à Villeneuve-Saint-Georges et participe à la mise en place de la DDE de l'Essonne. Il y deviendra secrétaire départemental du syndicat des ingénieurs TPE. Cette DDE se trouvait au carrefour de deux réformes importantes : la